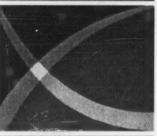
# Rapport annuel au Parlement

Loi sur la protection des renseignements personnels

2009 - 2010







- Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par
  quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des
  fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins
  d'avis contraire.
- · On demande seulement :
  - De faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit :
  - D'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur ;
  - D'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.
- La reproduction et la distribution à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au : 613-996-6886 ou à : <u>droitdauteur.copyright@tpsqc-pwgsc.gc.ca</u>.

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits Ottawa, 2010

www.ainc-inac.gc.ca 1-800-567-9604 ATME seulement 1-800-553-0554

Version imprimée bilingue : QS-6220-078-BB-A1 Catalogue : R1-7/2-2010 ISBN : 978-1-100-52419-1

Version PDF en anglais : QS-6220-078-BB-A1 Catalogue : R1-7/2-2010E-PDF ISBN : 978-1-100-16923-1

Version PDF en français : QS-6220-078-BB-A1 Catalogue : R1-7/2-2010F-PDF ISBN : 978-1-100-92616-2

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada

> This publication is also available in English under the title: Annual Report to Parliament – Privacy Act 2009-2010

# Rapport annuel au Parlement

Loi sur la protection des renseignements personnels

2009 - 2010

## Table des matières

Introduction	5
À propos d'Affaires indiennes et du Nord Canada	6
Mandat du Ministère	7
Affaires indiennes et du Nord Canada et la Direction de l'accès à l'information et de la prote des renseignements personnels	
Division de la politique sur la protection des renseignements personnels, Affaires indiennes du Nord Canada	
Points saillants	12
Éducation et formation	14
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)	15
Access Pro Case Management (APCM) et Access Pro Redaction (APR) de Privasoft	16
Système Paiements de transfert aux Premières nations et aux Inuits/Système de gestion de garanties d'emprunt (PTPNI/SGGE)	
Services à l'enfance et à la famille des Premières nations (Saskatchewan) (SEFPN)	17
Système de gestion des fonds de fiducie (SGFF)	17
Système de la liste nominative (SLN)	18
Certificat sécurisé de statut indien (CSSI)	18
Pouvoirs délégués	19
Information détenue	19
Salle de lecture	19
Comparaison des données	19
Définitions des différentes dispositions prises à l'égard des demandes de renseignements personnels	20
Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	21
Demandes menées à terme	21
Communication des renseignements personnels	22
Plaintes et enquêtes	24
Résumé des problèmes clés concernant les plaintes et les enquêtes	
Annexe A	26
Annexe B	
Annexe C	28

#### Introduction

À une époque où l'information est très abondante, facilement accessible et souvent sollicitée, il est de plus en plus important de définir et de protéger les renseignements personnels. La gestion des renseignements personnels occupe aujourd'hui une place centrale dans les préoccupations des citoyens canadiens. La Loi sur la protection des renseignements personnels a été mise en œuvre en 1983 en réponse à ces préoccupations. L'objectif de la Loi sur la protection des renseignements personnels, ainsi que de la Loi sur l'accès à l'information connexe, vise à « compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements per

canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et le droit d'accès des individus aux

renseignements personnels qui les concernent ». Au fond, la Loi sur la protection des renseignements personnels peut être considérée comme un code d'éthique créé à l'intention des institutions du gouvernement fédéral pour gérer les renseignements personnels reçus, collectés et divulgués. Cette loi ne régit pas seulement la collecte, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels, mais également le droit d'accès des Canadiens à leurs renseignements.

Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC) a un rôle à jouer pour protéger les renseignements personnels des individus. AINC travaille en collaboration avec les peuples autochtones (Premières nations, Inuits et Métis) et les résidants du Nord pour mettre en place des relations solides et un Canada fort. Une partie de ces efforts pour établir de bonnes relations consiste à donner confiance. AINC s'efforce de susciter la confiance des Autochtones et des Canadiens en général en s'appliquant à tenir à jour les politiques et les procédures de manière à respecter les rôles et responsabilités définis dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'AINC a créé la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels qui s'efforce de promouvoir l'ouverture, la responsabilité et la transparence dans le cadre des efforts effectués par le Ministère pour respecter les rôles et les responsabilités inhérents à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

« La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'AINC a créé la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels qui s'efforce de promouvoir l'ouverture, la responsabilité et la transparence... »

## À propos d'Affaires indiennes et du Nord Canada

Façonnées par des siècles d'histoire, les responsabilités d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) sont complexes et diversifiées. Les défis à relever portent non seulement sur les relations entre le gouvernement et les Autochtones au Canada, mais également sur la géographie du paysage et l'éloignement de nombreuses collectivités autochtones qui complexifient davantage la prestation de services accessibles et égaux.

AINC s'est engagé à fournir aux Autochtones (Premières nations, Inuit et Métis) et aux résidants du Nord l'aide dont ils ont besoin pour améliorer leur bien-être social et économique; créer des collectivités plus saines et viables; participer à la vie politique, sociale et économique du pays, et ce, au profit de tous les Canadiens.

« ... Affaires Indiennes et du Nord Canada espère réaliser sa vision, soit constituer des communautés autochtones et un peuple du Nord forts et autonomes. »

En vertu de la Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de la Loi sur les Indiens, AINC négocie, applique et gère des revendications territoriales importantes. AINC offre des services d'éducation, de logement, d'infrastructure communautaire et de soutien social aux Indiens inscrits vivant dans les réserves, et assume d'autres fonctions réglementaires. C'est grâce à ces mandats et à ces responsabilités qu'AINC espère réaliser sa vision, soit de voir les collectivités autochtones et nordiques devenir solides et autosuffisantes.

Il est important de reconnaître que tout en aidant à façonner et à gérer les relations entre le Canada et les Autochtones, AINC est le ministère fédéral qui chapeaute les deux cinquièmes de la masse terrestre du Canada. Le Nord du Canada regorge de ressources naturelles abondantes. Or, la gestion environnementale et politique de ces ressources suscite à la fois un grand intérêt et de grandes préoccupations. Cela signifie qu'AINC aura un rôle important à jouer dans l'avenir économique du Canada.

#### Mandat du Ministère

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) est responsable de deux mandats distincts bien que d'importance égale : les affaires indiennes et inuites et le développement du Nord. Ce vaste mandat est principalement dicté par la Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, la Loi sur les Indiens et les lois territoriales ainsi que par les obligations juridiques stipulées à l'article 91(24) de la Loi constitutionnelle. Le Ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, son rôle est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de programmes.

AINC veille à respecter les obligations et engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien exerce également la fonction d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. À ce titre, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones vivant en milieu urbain. L'objectif de cette relation est de défendre les intérêts des Canadiens d'origine autochtone hors réserve et de travailler avec eux pour leur fournir les mêmes services qu'à ceux qui vivent dans les réserves.

## Affaires indiennes et du Nord Canada et la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels relève du Secrétariat du Ministère qui, pour sa part, est directement responsable devant le sous-ministre et fait partie du Comité de la haute direction. La Direction comprend deux groupes : Accès à l'information et Protection des renseignements personnels.

La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels est responsable de la coordination et de la mise en œuvre des politiques, des lignes directrices et des procédures que le Ministère doit suivre pour respecter les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) a adopté une approche proactive à l'égard de l'administration de ces responsabilités. La Direction de l'AIPRP offre des ateliers, des cours de formation et des séances de sensibilisation conçus pour améliorer les connaissances et la compréhension des questions d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels dans le Ministère. Une priorité pour AINC consiste à renforcer sa responsabilisation en ce qui a trait à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels et à la gestion de l'information et des renseignements personnels que le Ministère a en sa possession.

À cette fin, AINC a également créé la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels régie par la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. L'objectif principal de cette division consiste à s'assurer qu'AINC est en mesure de respecter ses obligations en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les politiques connexes ainsi que de contribuer à la mise en place de mesures de protection des renseignements personnels dans ses activités de gestion de programmes.

# Division de la politique sur la protection des renseignements personnels, Affaires indiennes et du Nord Canada

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels d'AINC a offert d'importants conseils en matière de confidentialité en lien avec les nouvelles initiatives, contribuant ainsi à la mise en œuvre de changements visant à améliorer la protection des renseignements personnels dans les programmes ministériels. Les politiques et les procédures permettent de s'assurer que la protection des renseignements personnels est prise en compte tout au long du cycle de vie des processus et des programmes d'AINC et que les décisions qui concernent la collecte et l'utilisation des données reposent sur des principes équitables de gestion de l'information.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels offre des conseils et des directives au Ministère sur un certain nombre de sujets :

- Exécution des évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée (ÉPFVP)
- Exécution des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée ministérielles (ÉFVP)
- Intégration et utilisation des énoncés pertinents de la Loi sur la protection des renseignements personnels concernant les instruments de collecte de données. P. ex., formulaires, sondages, etc.
- Info Source
- Instruction sur la préparation et l'enregistrement des fichiers de renseignements personnels et leurs catégories de documents
- Formation et promotion de la sensibilisation sur la protection des renseignements personnels et sur les questions relatives à la confidentialité au sein du Ministère
- Respect des exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de ses politiques connexes sur la communication des renseignements personnels lors de la préparation des protocoles d'entente.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a joué un rôle déterminant pour donner au processus d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) la fonction de point de coordination pour les activités de protection des renseignements personnels au sein d'AINC, y compris pour élaborer une séance de formation conçue dans le but de former le personnel au processus d'ÉFVP.

« ... la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a permis à tous ies bureaux responsables de programmes d'AINC d'intégrer des mesures de protection des renseignements personnels à leur planification de programmes et à leurs activités de gestion. »

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels, au moyen de l'établissement et de l'exploitation de ses opérations, a contribué à « opérationnaliser » la sensibilisation et les pratiques exemplaires en matière de confidentialité dans l'ensemble du Ministère. Grâce aux initiatives de la Division effectuées conjointement avec les différentes directions et unités d'AINC, la protection des renseignements personnels fait partie intégrante des opérations d'AINC. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a ainsi pu intégrer les valeurs de confidentialité dans la culture et la structure d'AINC, afin d'assurer que les facteurs relatifs à la vie privée des programmes d'AINC prêts à être mis en œuvre sont soigneusement et attentivement analysés et que les programmes une fois mis en œuvre contribuent efficacement à protéger la confidentialité des renseignements personnels.

La Loi sur la protection des renseignements personnels est l'une des principales lois qui régit les activités de la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels. La Loi sur la protection des renseignements personnels offre un code de pratiques équitables pour gérer l'information et régit la collecte, la conservation, l'utilisation et la diffusion des renseignements personnels par les ministères fédéraux. Issue des inquiétudes concernant la capacité à compiler des renseignements personnels – en raison notamment des progrès technologiques – cette loi prévoit des avis substantiels, des droits d'accès et de recours pour les intervenants. La Loi prévoit également des préavis consistants pour la création de nouveaux systèmes technologiques ou autres systèmes contenant des renseignements personnels, au moyen de notifications détaillées de « système de dossiers », et prescrit des limites précises pour communiquer ces renseignements.

Une partie de la stratégie « gouvernement en direct » du gouvernement fédéral et le « cybergouvernement » relèvent spécifiquement de la fonction de la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels. Le gouvernement fédéral prescrit des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée par l'intermédiaire de sa Politique des facteurs relatifs à la vie privée lors de nouvelles collectes de renseignements personnels ou de l'application de nouvelles technologies aux renseignements personnels.

Les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée ou ÉFVP constituent le troisième pilier du cadre fédéral de protection des renseignements personnels et témoignent du besoin accru de technologies pour transférer les données – dans les bureaux gouvernementaux et sur Internet. Grâce aux dispositions relatives à la confidentialité du cybergouvernement qui ont été ajoutées aux protections existantes, les intervenants bénéficient aujourd'hui d'un cadre complet qui assure à la protection des renseignements personnels de faire partie des activités ordinaires du gouvernement.

À cet effet, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels collabore étroitement avec les secteurs de programmes pour s'assurer de la mise en œuvre d'un processus d'ÉFVP rigoureux, grâce auquel chaque nouvelle utilisation ou acquisition technologique fait l'objet d'une ÉFVP. Au cours de ses premières années, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a beaucoup travaillé sur ce que nous pourrions appeler « les pratiques en matière de confidentialité ». Avec des ressources limitées et peu de connaissances sur la participation à la protection des renseignements personnels au sein d'AINC, la Division a consacré la plupart de son temps à évaluer la situation de la protection des renseignements personnels et la transparence du gouvernement ainsi qu'à concevoir des moyens pratiques pour opérationnaliser la protection des renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère. L'avenue choisie a consisté à déterminer les secteurs fonctionnels importants concernés par la confidentialité, au moyen notamment d'une « analyse de la protection des renseignements personnels » ministérielle. De même, des spécialistes des renseignements personnels ont été engagés pour définir des objectifs fonctionnels et pour offrir des services de leadership à l'échelle du Ministère. D'autres employés ont été recrutés pour aider le Ministère dans les domaines de la technologie de la protection des renseignements personnels, de la conformité à la protection des renseignements personnels, des politiques de confidentialité et des politiques de divulgation.

Ces dernières années, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a accompli des progrès importants en créant une base solide de protection des renseignements personnels au sein des programmes, des technologies et des politiques d'AINC. À cet égard, la Division continuera à former les employés d'AINC sur ces questions.

La conformité quotidienne à de bonnes pratiques de protection des renseignements personnels représente un défi permanent, y compris la nécessité d'établir des politiques de confidentialité sur les sites Web d'AINC et de se conformer à l'ensemble des lois qui traitent de la protection des renseignements personnels. Cette conformité ne se limite pas à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, mais à toutes les autres lois et politiques pertinentes, dans la mesure où elles sont applicables aux programmes d'AINC et à la communication de l'information, y compris celles qui concernent les renseignements sur les employés. Ces exemples montrent clairement la nécessité d'éduquer et de former, et d'autres éléments, comme l'obligation d'effectuer des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, permettent d'éduquer nos employés et de leur rappeler les obligations de conformité et la diligence requise.

Il convient de tenir compte du rôle d'AINC à l'égard de son principal intervenant, soit la communauté autochtone, qui consiste à divulguer ses renseignements personnels et le former à la protection des renseignements personnels.

L'un des défis les plus importants auquel fait face AINC consiste à communiquer des renseignements personnels au public et au secteur privé (principalement la communauté autochtone). Cette question fait écho aux préoccupations de la communauté autochtone et d'AINC, dans la mesure où la gestion responsable des renseignements personnels revêt une importance primordiale pour la réalisation de son mandat. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels doit comprendre la nécessité d'assurer la protection des renseignements personnels des intervenants.

C'est la raison pour laquelle il est si important de mettre en place toutes les protections nécessaires concernant les renseignements personnels. Même si l'on ne détecte pas de violations véritables à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, il convient de clarifier les règles en place pour s'assurer de communiquer les renseignements de manière légale, respectueuse et limitée.

Pour aller plus loin, le défi auquel fait face la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels consiste à naviguer prudemment entre les préoccupations liées à la protection des renseignements personnels et à la sécurité inhérentes au partage de l'information, et à mettre en place un consensus sur l'utilisation responsable des données afin que nous puissions accentuer nos efforts sur le renforcement de la sécurité tout en continuant à protéger efficacement les renseignements personnels.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a joué un rôle primordial pour donner au processus d'ÉFVP la fonction de point de coordination pour les activités de protection des renseignements personnels d'AINC. En dispensant des formations écrites et orales ainsi que des principes directeurs spécifiques, la Division a permis à tous les programmes d'intégrer des mesures de protection des renseignements personnels dans leur planification principale. De la version initiale d'une ÉFVP au produit final, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a offert ses services de leadership en matière d'ÉFVP aux secteurs de programmes et à ses composantes. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a publié un document pour simplifier le traitement d'une ÉFVP. De plus, la Division examine les ÉFVP et offre des conseils sur leur élaboration, en lien avec l'établissement des règles d'AINC.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a offert des conseils en matière de confidentialité aux nouvelles initiatives de programmes, qui ont contribué dans de nombreux cas à mettre en place des changements qui renforceront la protection des renseignements personnels au sein des différents programmes et pour les intervenants, y compris la communauté autochtone.

Les procédures sont bien établies pour garantir que la protection des renseignements personnels est prise en compte tout au long du cycle de vie des processus et des programmes d'AINC et que des pratiques équitables de gestion de l'information éclairent les décisions stratégiques prises concernant la collecte et l'utilisation des données.

Pour intégrer la protection des renseignements personnels à la culture du Ministère, il faut par exemple mettre en place un programme d'éducation et de formation dynamique. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels reconnaît la valeur et le besoin de mettre en place une formation sur la confidentialité systématique au sein du Ministère et a élaboré le cadre d'un programme complet. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a créé et mis en œuvre des séances de sensibilisation à la protection des renseignements personnels pour tout le personnel d'AINC et les nouveaux employés. L'objectif principal de ces séances vise à s'assurer que les employés sont bien informés sur les moyens de gérer les renseignements personnels de manière responsable et appropriée. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a élaboré des modules de formation conçus pour des groupes particuliers d'AINC pour les aider à bien comprendre comment s'intègre la protection des renseignements personnels dans les différents programmes d'AINC et voir à ce qu'elle soit prise en compte adéquatement.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels fait de grands progrès pour communiquer et résoudre les questions liées à la protection des renseignements personnels au sein d'AINC. Ces questions font maintenant partie intégrante des opérations d'AINC. Même si le Ministère a encore de nombreux besoins à combler, la Division a réussi à intégrer les valeurs de confidentialité à la culture et à la structure du Ministère. La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels élabore actuellement une politique sur la protection des renseignements pour le Ministère et continuera de collaborer avec ses nombreux intervenants.

#### **Points saillants**

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) est fier des progrès accomplis pour faire de la confidentialité et de la protection des renseignements personnels une priorité et une valeur forte au sein du Ministère. Au cours de l'exercice 2009-2010, AINC a prouvé son engagement à mettre en place une culture de la confidentialité solide dans l'ensemble du Ministère. Les points saillants de cet engagement sont les suivants :

## Recrutement de nouveaux employés

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels est heureuse d'annoncer le recrutement de trois (3) nouveaux membres dans son équipe. Ces nouveaux employés contribueront à renforcer l'efficacité de la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels à répondre aux exigences du Ministère en matière de confidentialité et contribueront à assurer un environnement de travail sûr, sain et respectueux pour tous les employés de la Division.

## Mise en œuvre d'un nouveau logiciel de gestion des dossiers et de communication des renseignements personnels

Étant donné l'importance primordiale que représente la nature confidentielle des documents pour la protection des renseignements personnels, AINC a mis en place un nouveau système d'AIPRP pour gérer les dossiers appelé Access Pro Case Management et Access Pro Redaction. L'utilisation de ce système, qui permet de supprimer les renseignements sensibles des documents conformément à la législation en vigueur et d'optimiser la gestion des documents pour accélérer le traitement des demandes d'information, permettra de mieux protéger les renseignements personnels. AINC transfère actuellement manuellement les dossiers assujettis à la protection des renseignements personnels dans le nouveau système afin de tirer parti de sa capacité maximum.

## Soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

AINC utilise une approche proactive de la confidentialité dans l'ensemble du Ministère et a obtenu l'aide et le soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor pour mettre en œuvre différents outils et politiques de protection des renseignements personnels. À cette fin, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a élaboré des outils destinés à aider les responsables de programmes à effectuer des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP).

## Soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada - Info Source

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a également collaboré avec le Conseil du Trésor pour répondre aux exigences concernant Info Source – publication annuelle contenant de l'information sur le gouvernement du Canada, son organisation et ses fonds de renseignements. Ces exigences comprennent l'exécution des ÉFVP et l'élaboration de fichiers de renseignements personnels (FRP). La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels s'est engagée à garantir la responsabilité des programmes au sein du Ministère pour enregistrer les renseignements personnels collectés conformément aux politiques et aux procédures du Conseil du Trésor.

## Collaboration avec le Commissariat à la protection de la vie privée au Canada

AINC a collaboré avec le Commissariat à la protection de la vie privée au Canada (CPVP) pour effectuer des analyses approfondies dans le cadre des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP). La collaboration entre AINC et le CPVP revêt une importance particulière dans la mesure où elle permet aux programmes ministériels de bien comprendre les risques liés à la protection des renseignements personnels et au Ministère de déterminer des solutions et d'éliminer ces risques. La collaboration avec le CPVP contribue à une approche proactive et coopérative pour atténuer les risques et créer une culture sensible à la protection des renseignements personnels au sein du Ministère.

« L'efficacité et la réussite des séances de formation Protection de la vie privée 101 ont encouragé AINC à maintenir ces séances à titre de formation de base pour le personnel du Ministère. »

### Éducation et formation

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) reconnaît qu'il est de son devoir de se conformer à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et travaille diligemment pour respecter les obligations découlant de ce devoir. AINC s'est appliqué à donner une place prioritaire à la protection des renseignements personnels au sein du Ministère. Dans ce sens, AINC a dispensé un certain nombre de séances de formation visant à sensibiliser les employés à la nécessité de protéger les renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère afin que tous en comprennent l'importance.

Au cours de l'exercice 2008-2009, les séances d'information étaient principalement dispensées à l'administration centrale, tandis qu'en 2009-2010 le Ministère a concentré ses séances d'information et de formation en matière de protection des renseignements personnels sur les régions.

La formation Protection de la vie privée 101 est une séance de formation interactive conçue pour aider les participants à bien comprendre les principes de la protection des renseignements personnels. Ces séances comprennent une discussion sur la signification de la protection des renseignements personnels et de ses objectifs, et des explications sur le lien entre la protection des renseignements personnels et le travail de chacun. Les séances portent une attention particulière aux peuples autochtones (Premières nations, Inuits et Métis) et à la gestion de leurs renseignements personnels. Une meilleure compréhension de la Loi sur la protection des renseignements personnels et des responsabilités qui en découlent renforcera la conformité au sein du Ministère et contribuera à l'établissement de bonnes relations avec le Bureau de l'AIPRP.

Cinq (5) séances Protection de la vie privée 101 ont été dispensées au cours de l'exercice 2009-2010, chacune réunissant entre dix et quinze participants. Vu l'efficacité et la réussite de ces séances, AINC continuera à l'offrir à ses employés.

La formation Info Source est un programme de formation en cours d'élaboration qui sera offert au cours de l'exercice à venir. Ce programme de formation est conçu pour former le personnel d'AINC sur Info Source, son utilisation et ses objectifs. Parmi les éléments clés du programme figurent une présentation d'Info Source, des explications sur les publications comprises dans Info Source, de l'information sur les

catégories de documents et les fichiers de renseignements personnels ainsi que sur les rôles et les responsabilités qui doivent être assurés au moment de présenter une publication à Info Source.

La formation sur les ÉFVP est un programme en cours d'élaboration visant à former le personnel sur la manière de déterminer efficacement la nécessité d'entreprendre une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et, le cas échéant, sur la manière de mener ce processus d'évaluation. Parmi les éléments clés de ce programme figurent la définition d'une ÉFVP et de ses objectifs, des explications sur la manière de déterminer si une ÉFVP est nécessaire, de l'information sur les exigences de la politique et les principes qui doivent être suivis pour effectuer une ÉFVP, par exemple les principes issus des règles de l'Association canadienne de normalisation et de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE), ainsi que des explications sur le partage de l'information avec les peuples autochtones. Les technologies actuelles et futures feront également l'objet du programme de formation. AINC dispense actuellement cette formation aux programmes sur demande, mais le Ministère prévoit offrir cette formation à l'ensemble des responsables de programmes à titre de formation « de base » au cours de l'exercice 2011-2012.

Au total, AINC a dispensé vingt (20) séances de formation sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) au cours de l'exercice 2009-2010. Douze (12) d'entre elles ont été dispensées en anglais et les huit (8) autres en français. Les séances ont duré en moyenne trois heures chacune. AINC a formé plus de 200 employés sur les protocoles d'AIPRP au cours de l'exercice 2009-2010.

En bout de ligne, la formation du personnel renforcera la capacité d'AINC à se conformer à ses obligations légales, y compris son « devoir d'aider » les demandeurs d'accès à l'information.

## Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

Une ÉFVP consiste en une évaluation par étapes de la circulation des renseignements personnels détenus au sein d'un programme ou d'un service donné. Ce processus permet au Ministère de déterminer si les nouvelles technologies, les systèmes d'information, les initiatives et les programmes ou politiques proposés se conforment aux exigences du gouvernement fédéral en matière de protection des renseignements personnels.

Une ÉFVP décrit brièvement les points saillants qui concernent les renseignements personnels en place ou nouvellement acquis, y compris en format papier ou électronique, et répond aux questions suivantes : Comment l'information et les données seront-elles tenues à jour? Quelles mesures de contrôle administratives seront mises en place? Comment les décisions d'utilisation de l'information ont-elles été prises?

Les dix principes équitables qui régissent la protection des renseignements personnels (responsabilité; détermination des objectifs; consentement; limitation de la collecte; limitation de l'utilisation, de la communication et de la conservation; exactitude; mesures de sécurité; transparence; accès aux renseignements personnels; remise en cause de la conformité) sont utilisés pour garantir la prise en compte des questions de confidentialité au cours du cycle de restructuration d'activités ou d'élaboration des projets.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a offert un encadrement aux bureaux de programmes et à leurs composantes au cours du processus d'ÉFVP, depuis le lancement de l'ÉFVP jusqu'à la présentation du produit final. Veuillez consulter l'annexe B pour accéder à une liste complète des ÉFVP et des ÉPFVP auxquelles AINC a participé au cours de l'exercice 2009-2010.

Au cours de l'exercice 2009-2010, AINC a mené à terme cinq (5) ÉFVP.

#### Access Pro Case Management (APCM) et Access Pro Redaction (APR) de Privasoft

Le système Access Pro Case Management (APCM) de Privasoft Corporation est une solution logicielle automatisée de gestion des dossiers qui offre aux institutions un outil flexible et convivial pour gérer les demandes de renseignements personnels et les détails d'un projet, tout en faisant preuve de responsabilisation et en préservant la productivité des fonctionnaires dans un environnement sécurisé. Le système peut être configuré pour opérer en vertu d'une loi de réglementation. Il permet aux utilisateurs de suivre les délais et d'établir des priorités parmi les tâches afin de traiter les éléments critiques en priorité. Le système aide par conséquent à répondre aux demandes à l'aide d'une gestion optimisée du temps et des ressources disponibles.

L'homologue d'APCM, appelé Access Pro Redaction (APR), est un logiciel d'imagerie conçu spécialement pour traiter les documents. Le logiciel, conçu pour assurer la conformité, garantit l'intégrité des données conformément à la loi en supprimant les renseignements sensibles des documents.

La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'AINC met en œuvre à la fois la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels pour assurer la conformité du Ministère avec la législation. La Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels offre et gère également la distribution de messages promotionnels, des ateliers, des cours de formation et des séances de sensibilisation visant à renforcer les connaissances et la compréhension de l'AIPRP dans l'ensemble du Ministère. La Direction utilisera les systèmes APCM et APR pour mieux organiser et simplifier ces différentes fonctions.

Access Pro Case Management et Redaction de Privasoft: <a href="http://www.ainc-inac.qc.ca/ai/arp/ati/pia/apcm-fra.asp">http://www.ainc-inac.qc.ca/ai/arp/ati/pia/apcm-fra.asp</a>.

Système Palements de transfert aux Premières nations et aux Inuits/Système de gestion des garanties d'emprunt (PTPNI/SGGE)

Les paiements de transfert sont versés aux gouvernements des Premières nations et aux communautés inuites pour leur permettre d'assurer des services essentiels auprès de leurs communautés respectives. Actuellement, la collecte de renseignements personnels et l'activité de rapport sont gérées par un système manuel au moyen duquel les employés des bureaux régionaux saisissent l'information dans différentes bases de données régionales et nationales pour satisfaire aux exigences de la Politique sur les paiements de transfert du Conseil du Trésor et aux exigences internes d'AINC en matière de responsabilité, de rendement et d'évaluation.

Le système Paiements de transfert aux Premières nations et aux Inuits (PTPNI) permettra de centraliser et de moderniser les processus administratifs actuels. Par l'intermédiaire d'accords individuels, AINC collectera des renseignements personnels auprès des organisations administratrices et des bureaux régionaux d'AINC. Une fois que les renseignements auront été saisis, un utilisateur autorisé pourra se connecter à un réseau privé virtuel (RPV) et effectuer les paiements de transfert. AINC pourra effectuer les comptes rendus de ces activités avec le système PTPNI. Cette technologie réduira considérablement le fardeau administratif associé au processus de gestion des accords de financement actuel.

Le projet de système de gestion des garanties d'emprunt (SGGE) consistera en un système ministériel intégré au sein du système PTPNI doté de la capacité de gérer à la fois la composante programme (Logement et Développement économique) et la composante financière qui constituent le processus administratif des garanties d'emprunt ministérielles (GEM).

Système Paiements de transfert aux Premières nations et aux Inuits/Système de gestion des garanties d'emprunt (PTPNI/SGGE): http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/fntp-fra.asp

Services à l'enfance et à la famille des Premières nations (Saskatchewan) (SEFPN)

L'objectif du programme Services à l'enfance et à la famille des Premières nations (SEFPN) d'AINC consiste à soutenir les communautés des Premières nations en leur offrant des services d'aide sociale à l'enfance culturellement adaptés comparables aux services offerts aux autres résidants des provinces dans une situation similaire. Le programme SEFPN fait partie des nombreux programmes et services d'AINC visant à améliorer le bien-être des personnes et des familles.

Le système SEFPN est une restructuration de l'actuelle application traditionnelle Services à l'enfance et à la famille des Indiens (SEFI) sous forme d'application Web dans le but de satisfaire aux normes des systèmes d'information établies par AINC. Cette restructuration contribuera également à améliorer la gestion des frais d'entretien et à assurer la conformité du système aux normes logicielles du gouvernement fédéral du Canada. Le nouveau système contribuera à corriger les bogues actuels, améliorera la capacité de rapport et de saisie des données et comprendra une formation à l'intention des utilisateurs.

Services à l'enfance et à la famille des Premières nations (Saskatchewan) (SEFPN) : <a href="http://www.ainc-inac.qc.ca/ai/arp/ati/pia/cfs-fra.asp">http://www.ainc-inac.qc.ca/ai/arp/ati/pia/cfs-fra.asp</a>

Système de gestion des fonds de fiducie (SGFF)

Le système de gestion des fonds de fiducie (SGFF) est un grand livre auxiliaire d'OASIS, le système financier du Ministère. Le système tient à jour tous des renseignements financiers détaillés des comptes en fiducie qui découlent des obligations fiduciaires de l'État envers les Premières nations. Le système permet au Secteur de la résolution et des affaires individuelles de s'acquitter de ses responsabilités de protection des fonds de fiducies destinés aux Premières nations et à des particuliers.

Le SGFF intégrera les nouvelles exigences juridiques et répondra aux exigences des utilisateurs que l'ancien système ne pouvait satisfaire. Ces améliorations rationaliseront les opérations en place et réduiront les besoins d'entretien et de soutien.

Les fonctionnalités du SGFF ne permettront pas aux utilisateurs qui consultent seulement les écrans de données d'effectuer un suivi des transactions; seuls les utilisateurs connectés à des fins de vérification pourront suivre les transactions et l'utilisation du système.

Le SGFF sert à gérer les fonds des Indiens détenus en fiducie. Il contient à la fois des renseignements financiers et non financiers (compte). En vertu des responsabilités et des autorités énoncées dans la Loi sur les Indiens, le ministre peut gérer l'argent des Indiens à titre de fiduciaire (obligation légale du ministre de percevoir, de recevoir et de conserver l'argent à l'usage et au profit des Indiens ou des bandes ainsi que de gérer et de dépenser l'argent des Indiens conformément à la Loi sur les Indiens).

Système de gestion des fonds de fiducie (SGFF) : http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/tfms-fra.asp

Système de la liste nominative (SLN)

Le système de la liste nominative (SLN) est un rapport interne relatif au mandat et aux responsabilités d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). Le SLN est utilisé pour coordonner les programmes liés à l'éducation des Premières nations et des Inuits.

Le SLN rassemble actuellement les données utilisées pour suivre les étudiants ainsi que leur admissibilité à du financement. Il permet de déterminer le nombre d'élèves des Premières nations qui vivent dans une réserve et qui ont besoin d'une éducation spéciale à coûts élevés, de savoir quelle école ils fréquentent (provinciale, privée, fédérale ou administrée par une bande), et dans quelles collectivités ils résident.

Le système enregistre toutes les activités de ses utilisateurs et est utilisé par les employés de l'administration centrale et des bureaux régionaux qui ont besoin de renseignements pour entrer des données ou pour préparer des rapports.

Système de la liste nominative (SLN):

http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/nrs-fra.asp

Au cours du demier exercice, AINC a effectué une ÉPFVP :

Certificat sécurisé de statut indien (CSSI)

Une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) du Système d'inscription des Indiens/certificat sécurisé de statut indien (SII/CSSI) a été effectuée en novembre 2002. Cette évaluation préliminaire a permis de mettre à jour les renseignements évalués lors la première ÉFVP.

La demande de statut d'Indien comprend plusieurs étapes. Une fois qu'une personne est inscrite comme Indien, elle doit présenter une demande de certificat sécurisé de statut indien (CSSI) appelé couramment carte de statut ou carte de traité. Exploités conjointement, le Système d'inscription des Indiens (SII) et le CSSI enregistrent environ 120 000 événements de la vie (naissances, mariages, etc.) annuellement.

Le nouveau CSSI, selon les propositions, permettra aux Indiens inscrits de passer les frontières sans difficulté au Canada, notamment car l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) considère la nouvelle conception du CSSI conforme aux normes actuelles d'intégrité des documents. Un lien direct entre la base de données du SII d'AINC et les systèmes de l'ASFC pourrait être développé. Ce lien permettra à l'ASFC de disposer des données nécessaires pour valider électroniquement le CSSI au passage à la frontière à l'aide d'une zone de lecture automatique.

Certificat sécurisé de statut d'Indien (CSSI) (ÉPFVP) :

http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/scis-fra.asp

### Pouvoirs délégués

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le ministre délègue ses pouvoirs afin de permettre au Ministère de satisfaire aux exigences législatives et d'exercer ses attributions. La responsabilité relative aux articles des deux lois a été déléguée au secrétaire du Ministère et au coordonnateur (directeur) d'Accès à l'information et protection des renseignements personnels, au sein du Secrétariat du Ministère. L'exécution de fonctions administratives particulières a également été déléguée à certains employés. Vous trouverez à l'annexe C les Ordonnances de délégation de pouvoirs du Ministère pour la *Loi*.

#### Information détenue

Une description des catégories de documents institutionnels du Ministère se trouve dans les publications Info Source suivantes pour 2009-2010 : Sources de renseignements fédéraux et Sources de renseignements sur les employés fédéraux.

Vous pouvez consulter les publications Info Source en ligne à http://www.infosource.gc.ca.

#### Salle de lecture

Une salle de lecture est disponible pour les personnes qui veulent consulter les archives, publications et autres documents du Ministère. La salle se trouve dans la bibliothèque ministérielle. Pour y accéder, il faut communiquer avec le personnel de la bibliothèque.

Adresse de la bibliothèque :

10, rue Wellington Gatineau, Québec

K1A 0H4

Téléphone: 819-997-8205 Télécopieur: 819-953-5491

### Comparaison des données

L'activité de comparaison des données consiste à comparer des renseignements personnels issus de différentes sources, y compris les sources provenant d'une même institution gouvernementale, à des fins administratives ou autres. L'activité de comparaison de données peut être systématique ou récurrente et peut également être menée périodiquement en fonction des besoins. La comparaison de données implique de divulguer des renseignements personnels ou de les communiquer à d'autres organisations aux fins de la comparaison.

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) est heureux de pouvoir confirmer qu'il n'a effectué aucune activité de comparaison de données en 2009-2010.

## Définitions des différentes dispositions prises à l'égard des demandes de renseignements personnels

Abandon de la demande par le requérant - Il s'agit des cas où l'auteur retire sa demande officiellement ou qu'il ne répond pas, dans un délai de trente jours, à l'avis du ministère concernant sa demande.

**Aucune communication (exclusion)** - Il n'y a pas eu de communication parce que les renseignements demandés sont exclus en vertu de l'article 68 ou 69 de la *LAI* ou de l'article 69 ou 70 de la *LPRP*.

Aucune communication (exemption) - Il n'y a pas eu de communication parce que tous les renseignements faisaient l'objet d'une exemption.

Communication partielle - Seule une partie des renseignements demandés a été divulguée puisque le reste fait l'objet d'un refus de communication ou est exclu.

Communication totale - Tous les renseignements demandés ont été communiqués au demandeur sans recours à des exemptions ou à des exclusions.

Traitement impossible - Cette catégorie comprend les demandes qui ne sont pas mentionnées sous une autre rubrique, notamment les demandes faites en vertu d'une loi autre que la *LAI* ou la *LPRP*; les demandes qui ne renfermaient pas suffisamment de renseignements pour permettre de leur donner suite; les demandes visant à obtenir des documents qui ne relèvent pas de l'institution; et les demandes concernant des documents dont il n'existe aucune trace.

Transmission - Cette catégorie comprend les demandes faites en vertu de la Loi sur l'accès à l'information qui ont été transmises à une autre institution fédérale « davantage concernée ». L'institution destinataire fera état de ces demandes sous la rubrique « Reçues au cours de la période visée par le rapport ».

## Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

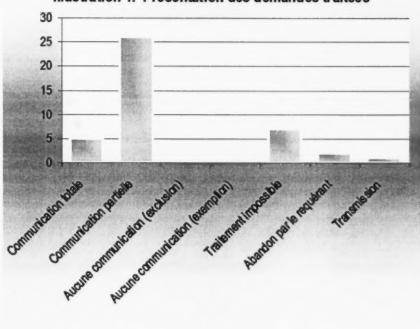
Entre le 1<sup>er</sup> avril 2009 et le 31 mars 2010, le Ministère a reçu quarante-deux (42) demandes de renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, sept (7) demandes présentées au cours de l'exercice précédent ont été exécutées en 2009-2010, ce qui porte à quarante-neuf (49) le nombre de demandes pour l'exercice. Au cours de la période visée par le rapport, quarante-et-une (41) demandes ont été menées à terme; huit (8) dossiers actifs seront traités au cours du prochain exercice. Le rapport annuel statistique sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* peut être consulté à l'annexe A.

#### Demandes menées à terme

Voici les dispositions qui ont été prises concernant les demandes menées à terme (voir la figure 1 cidessous) :

•	Communication totale	5
•	Communication partielle	26
•	Aucune communication (exclusion)	0
•	Aucune communication (exemption)	0
•	Traitement impossible	7
•	Abandon par le requérant	2
•	Transmission	1
	Total	41

#### Illustration 1. Présentation des demandes traitées



## Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

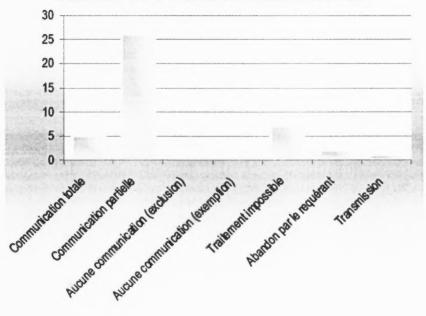
Entre le 1<sup>er</sup> avril 2009 et le 31 mars 2010, le Ministère a reçu quarante-deux (42) demandes de renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, sept (7) demandes présentées au cours de l'exercice précédent ont été exécutées en 2009-2010, ce qui porte à quarante-neuf (49) le nombre de demandes pour l'exercice. Au cours de la période visée par le rapport, quarante-et-une (41) demandes ont été menées à terme; huit (8) dossiers actifs seront traités au cours du prochain exercice. Le rapport annuel statistique sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* peut être consulté à l'annexe A.

#### Demandes menées à terme

Voici les dispositions qui ont été prises concernant les demandes menées à terme (voir la figure 1 cidessous) :

•	Communication totale	5
•	Communication partielle	26
•	Aucune communication (exclusion)	0
•	Aucune communication (exemption)	0
•	Traitement impossible	7
	Abandon par le requérant	2
•	Transmission	1
	Total	41

#### Illustration 1. Présentation des demandes traitées



### Communication des renseignements personnels

Les renseignements personnels détenus par une institution gouvernementale ne doivent pas être communiqués par l'institution sans le consentement des personnes concernées par ces renseignements, si ce n'est conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Outre les quarante-neuf (49) demandes officielles reçues en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, selon les indications ci-dessus, certains renseignements personnels ont pu être communiqués en vertu du paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qui autorise à communiquer des renseignements sans le consentement des personnes à qui ils appartiennent (voir la figure 2 ci-dessous). Ces communications concernent cinq cent trente-deux (532) demandes et leur divulgation fait l'objet d'explications dans les paragraphes qui suivent.

#### Alinéa 8(2)a)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés par l'institution ou pour les usages qui sont compatibles avec ces fins ».

Le Ministère a reçu et traité cinq (5) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)b)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication ».

Le Ministère n'a reçu ni traité aucune demande relevant de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)c)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués lorsque cette communication est « exigée par *subpoena*, mandat ou ordonnance d'un tribunal, [...] ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements ».

Le Ministère a reçu et traité une (1) demande en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)d)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral ».

Le Ministère a reçu et traité quarante-trois (43) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)e)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites... »

Le Ministère a reçu et traité cent soixante-quatorze (174) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)f)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Le Ministère a reçu et traité deux cent vingt (220) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)g)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués à « un parlementaire fédéral en vue d'aider l'individu concerné par les renseignements à résoudre un problème ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)j)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à toute personne ou à tout organisme, pour des travaux de recherche ou de statistique, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes i) le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent... »

Le Ministère a reçu et traité douze (12) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)k)

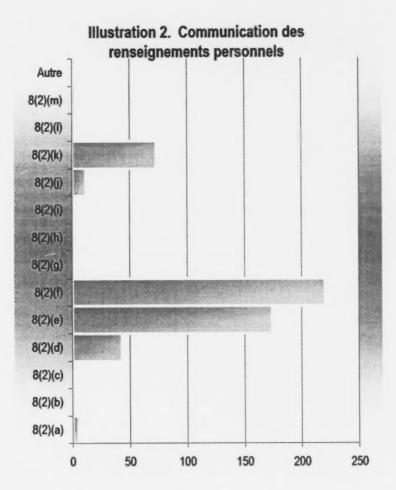
Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Le Ministère a reçu et traité soixante-treize (73) demandes en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### Alinéa 8(2)m)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à toute autre fin dans les cas où, de l'avis du responsable de l'institution : (i) des raisons d'intérêt public justifieraient nettement une éventuelle violation de la vie privée, (ii) l'individu concerné en tirerait un avantage certain ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la Loi sur la protection des renseignements personnels.



## Plaintes et enquêtes

Figure 2

Au cours de la période 2009-2010 visée par ce rapport, le Ministère a fait l'objet de sept (7) plaintes auprès du Commissariat à l'information du Canada liées au traitement des demandes de renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Une (1) plainte avait été déposée au cours de l'exercice précédent et n'était pas encore réglée. À ce titre, deux (2) enquêtes ont

été menées à terme et les six (6) autres ont été reportées à l'exercice suivant. Sur les deux (2) enquêtes menées à terme, le Commissariat à l'information du Canada a conclu qu'une plainte n'était pas fondée et que l'autre était résolue. Aucune plainte n'a été abandonnée et aucune des plaintes déposées n'a été estimée fondée.

## Résumé des problèmes clés concernant les plaintes et les enquêtes

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) s'efforce de respecter les droits des Canadiens en matière d'accès à leurs renseignements personnels tout en les protégeant, avec les outils de protection appropriés, des personnes qui pourraient avoir accès à ces renseignements personnels ou les utiliser de manière abusive. Des plaintes peuvent cependant être déposées contre AINC en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en cas de sentiment de violation par le Ministère des droits de protection de la vie privée. Une fois qu'une plainte a été reçue, une enquête doit être menée pour déterminer le bien-fondé de la plainte. Si la plainte est fondée, il convient de la résoudre. La plainte peut être résolue au moyen des politiques et des procédures en place ou mettre en lumière la nécessité d'améliorer les politiques et les procédures pour mieux servir le public. AINC est fière de déclarer que le Ministère a reçu seulement deux (2) plaintes liées à la protection des renseignements personnels au cours de la période de 2009-2010 visée par le rapport. Comme nous l'avons indiqué à la section précédente (Plaintes et enquêtes) aucune de ces plaintes n'a été jugée fondée.

#### Résumé d'un cas

En novembre 2009, une personne s'est plainte auprès d'AINC de n'avoir obtenu qu'une partie des renseignements personnels la concernant demandés à AINC et qu'AINC avait refusé de lui communiquer toute la documentation qu'elle avait demandée.

La plaignante ayant téléphoné à plusieurs reprises au Centre de l'intégrité, des valeurs et de la résolution de conflits a estimé qu'il devait exister des documents associés à chacun de ses appels téléphoniques. Elle a également allégué que ses renseignements personnels étaient communiqués par le Centre de l'intégrité, des valeurs et de la résolution de conflits à un conseiller supérieur en gestion des ressources humaines et qu'elle souhaitait obtenir les documents enregistrés sur leurs échanges.

En vertu des exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* visant à protéger les personnes, AINC supprime les noms sur les dossiers associés aux appels téléphoniques afin de pouvoir utiliser ces données à des fins générales et statistiques sans qu'il soit possible d'identifier les personnes. Les mêmes normes cont appliquées pour les conversations concernant certains cas avec d'autres groupes d'AINC: la situations font l'objet de discussions mais pas les noms qui ne sont pas communiqués, dans le but de prévenir tout manquement à la confidentialité.

Une enquête a révélé que la plaignante avait en réalité reçu l'intégralité des documents demandés puisque l'information concernant les appels et la discussion n'étaient pas accessibles. Son droit d'accès à ses renseignements personnels ne lui avait pas été dénié et la plainte a été estimée non fondée.

#### Annexe A



Government Gouvernement du Canada

#### REPORT ON THE PRIVACY ACT

## RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

				fing period / Période 09 to 5/31/2016	visile par le rapport			
Requests under the Privacy Xxt  Demandes on vertu de la Loi our la protection des renseignements personnels			IV Exclusions alled Exclusions alless			VIII Translations Traductions		
Received during reporting period Recues pendent la période visée per le rapport 42		S. Art. e9(1)(4)		Translations requested Traductions demandées		0		
Outstanding from previous period En suspens depuis la penode artérieure 7		7	ða .		0	Trenslations prepared	English to French De l'anglais au trançais	0
тот	M.	49	6. Art. 70(1)(a)		0	Traductions préparées	French to English Du français à l'anglais	0
Com	pieted during reporting period ées pendant la période visées par le rapport	41	(b)		0			
Carried forested 8		8	es 0		0	VIII Method of access Methods de consultation		
		(d)		0	Copies given Cooles de l'original		1	
Disposition of request completed Disposition a l'egard des demandes traisées		(e)		0	Examination Examination			
1.	All disclosed Communication totale	5	(6)		0	Copies and examination Copies at examin		
2	Disclosed in part Communication partielle	26						
3.	Nothing disclosed (excluded) Assume communication (exclusion)	0	V Completion to Délai de traite	ime ement				
4.	Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	0	30 days or under 13 DX Corrections and notation Corrections of monitor					
5.	Unable to process Trailement impossible	7	31 to 60 days Do 31 à 60 jours		12	Correctors de	quested mandées	
6.	Abandonned by applicant Abandon de la demande	2	61 to 120 days De 31 à 120 jours		14	Corrections of	iccuries	
7.	Transferred Transmission	1	121 days or over 121 jours ou plus		2	Notation attack		
тот	TAL	41						
III	Exemptions invoked Exceptions invoquées		VI Extentions Prerogations	des délais		x 8	Coats Coults	
S. Art. 18(2)		THE WASHINGTON	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus				
S. Art. 1	19(1)(a)	5	Interference with operations Interruption des opérations	15	0	Salary Traitement		200,000.0
-	A1	0	0			Administration	(O and M)	00.000.0

2

19

TOTAL

0

0

111	Exemplions invoked Exceptions invoquess	
S. Art. 1	8(2)	0
S. Art. 1	9(1)(a)	5
	(b)	0
	(e)	0
	(d)	0
S. Art. 2	0	0
S. Art. 2	1	0
S. Art. 2	2(1)(a)	0
	(b)	1
	(c)	0
S. Art. 2	2(2)	0
S. Art. 2	13 (a)	0
	(b)	0
S. Art. 2	4	0
S. Art. 2	16	0
8. Art. 2	16	21
S. Art 2	7	8
S. Art. 2	18	0

TBG/SCT 350-63 (Rev. 1989/03)

#### Annexe B

### Exigences supplémentaires en matière de rapport pour 2009-2010 Loi sur la protection des renseignements personnels

Le Secrétariat du Conseil du Trésor vérifie la conformité à la Politique d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) (entrée en vigueur le 2 mai 2002) par une variété de moyens. Par conséquent, les institutions doivent présenter les renseignements suivants pour la période visée.

Évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée	
en cours	3
Évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée lerminées	1
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée en cours	7
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée terminées	5
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée transmises au Commissariat à la protection de la vie privée au Canada (CPVP)	6

#### Annexe C

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and Northern Development and Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

#### Loi sur la protection des renseignements personnels -Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tels qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12061 et 12058), ainsi que ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

#### Privacy Act -Delegation Order

Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the Privacy Act, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12061 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those

Canadă.

fonctions dévolus au ministre en tant que chef de setie itelitution administrative du gouvernement en vertu de la Loi, et tel qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule B.

Chur Hill

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien Minister of Indien Affaire and Northern Development

Signé à Gatineau, le 24 mai, 2008 Dated at Gatineau, the 96 of 7000, 2008

### MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ANNEXE POUR L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

# DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

## Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

8(2)	Communiquer des renseignements personnels sans le consentement de la personne concernée par ces renseignements
8(4)	Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)e), conserver des rapports sur les renseignements communiqués suite auxdites demandes et mettre ces rapports à la disposition du commissaire à la protection de la vie privée
8(5)	Aviser par écrit le Commissaire à la protection de la vie privée de la communication de renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)m)
9(1)	Conserver un rapport sur l'utilisation des renseignements personnels
9(4)	Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage compatible des renseignements personnels et mettre le répertoire à jour en conséquence
10	Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
11a)	Publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels détenus par l'institution non contenus dans un fichier de renseignements personnels
14	Répondre aux demandes d'accès, dans les délais prescrits : communiquer les renseignements ou envoyer un avis au demandeur
15	Proroger les délais et aviser le demandeur
16	En cas de refus de communication
17(2)b)	Version de la communication ou autre forme de communication
17(3)b)	Autre forme de communication
18(2)	Refus de communiquer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable
19(1)	Refus de communiquer des renseignements obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement
19(2)	Communiquer les renseignements personnels mentionnés à l'alinéa 19(1) si le gouvernement en question consent à leur divulgation ou met les renseignements à la disposition du public
20	Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales et provinciales
21	Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux affaires internationales ou à la défense
22	Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice à l'application de la loi et aux enquêtes
23	Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux autorisations de sécurité

- Refuser de communiquer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles
   Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité des personnes
- Refuser de communiquer des renseignements sur d'autres personnes et refuser de communiquer des renseignements lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8
- 27 Refuser de communiquer des renseignements personnels protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client
- 28 Refuser de communiquer des renseignements concernant la santé physique ou mentale d'une personne si cette communication s'oppose aux intérêts de la personne
- 31 Prendre connaissance de l'avis d'enquête du Commissaire à la protection de la vie privée
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée au cours d'une enquête
- 35(1) Prendre acte des constations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises
- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable
- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête de conformité ayant révélé qu'une institution fédérale n'avait pas appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Préparer un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77

#### ANNEXE B

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ANNEXE POUR L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

## DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

#### Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
 Publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et de leur contenu respectif
 Publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels détenus par l'institution non contenus dans un fichier de renseignements personnels
 Proroger les délais et aviser le demandeur
 Prendre connaissance de l'avis d'enquête du Commissaire à la protection de la vie privée